

Rentrée 2010



Rentrée sociale et politique sous haute surveillance !

Bonjour à tous, bienvenue à tous les collègues qui arrivent dans notre académie, félicitations aux lauréats des concours et bon courage à tous pour une année scolaire qui s'annonce difficile et qui commence par de premiers rendez-vous de haute importance. Il faut agir dès maintenant pour infléchir la politique gouvernementale et peser sur les contenus des programmes électoraux de 2012.

1^{er} RDV le mercredi 1^{er} septembre : Assemblée Générale

Faites le point sur la situation dans votre établissement, réunissez vous en assemblée générale pour analyser la situation de votre établissement et débattre des actions à engager à tous les niveaux. Contactez votre section départementale pour un rapide compte-rendu.

2^{ème} RDV le samedi 4 septembre : Manifestation

Face au pouvoir qui a décidé de réutiliser de la pire des manières l'insécurité et l'immigration pour prendre des voix à l'extrême droite, pour faire oublier les affaires de l'été et tenter d'occulter les rendez-vous sociaux de cette rentrée, descendons nombreux dans la rue -comme nous avons su le faire en 2002 pour faire barrage à l'extrême droite – pour défendre les libertés et les valeurs de la République.

3^{ème} RDV le lundi 6 septembre : Grève dans le 2nd degré.

A situation exceptionnelle, décision exceptionnelle. C'est en ces termes que nous avons réfléchi lors du Conseil National du SNES en juin. Il s'agit de permettre aux personnels d'exprimer le jour de la rentrée de tous les élèves, au moment où les feux sont braqués sur l'école, une dénonciation forte et solennelle de la politique éducative du gouvernement qui se caractérise par une dénégation organisée du service public d'éducation mais aussi par un entêtement inimaginable face à la colère des personnels et des usagers. Cette grève s'articule pleinement avec la journée d'actions du 7 septembre. Elle permet de faire le lien entre le sens global des réformes, le sacrifice de l'intérêt général (dans l'Éducation, la réussite de tous n'est plus un objectif), la remise en cause des droits et salaires des fonctionnaires et la brutalité et le cynisme dans les choix faits par le gouvernement en matière d'emplois, de salaires, de retraites.



4^{ème} RDV le mardi 7 septembre : Action nationale sur les retraites

A l'appel de l'ensemble des organisations syndicales (CFDT, CFTC, CGT, FO, FSU, UNSA, Solidaires) pour s'opposer à la réforme des retraites de Woerth Sarkozy. Des alternatives existent à cette réforme injuste et brutale élaborée pour complaire aux milieux financiers et aux agences de notation. Dans la suite des actions de ce printemps et après le succès du 27 juin, poursuivons pour contraindre le gouvernement à ouvrir de vraies négociations.

La date du 7 septembre a conduit le SNES à se poser la question du maintien du 6. Après plusieurs réunions nous avons considéré qu'il était important que les questions éducatives apparaissent dès septembre. Reporter le 6 sur le 7 ? Chacun sait par expérience que les dossiers spécifiquement éducatifs seraient passés inaperçus. Repousser le 6 à la deuxième quinzaine de septembre ? Personne ne sait comment évoluera l'action sur les retraites, la reconduction de l'action étant d'ores et déjà posée et rien ne dit qu'une autre date pour l'éducation n'aurait pas présenté les mêmes problèmes en terme de lisibilité et de calendrier.

Le 6 et le 7, nous le savons est un pari mais nous avons pris le parti de le tenter. La gravité de la situation l'impose.

Tout au long de l'année scolaire passée nous avons montré comment les décisions gouvernementales accroissent encore les difficultés que nous rencontrons dans l'exercice quotidien de nos métiers. Nous avons aussi insisté sur les conséquences à moyen terme de la politique libérale mise en œuvre sur l'avenir de l'École, de la jeunesse. Cette rentrée 2010 sera humainement difficile que l'on exerce en collège, en lycée, en CIO, que l'on soit « chevronné » ou stagiaire.



Les stagiaires à temps plein : une régression sans précédent

Par l'engagement d'une très grande majorité des enseignants de l'académie, nous avons fait un peu bouger les lignes. Mais on est encore loin du compte et il faut donc continuer d'agir collectivement dans les établissements pour qu'après la Toussaint les stagiaires n'assurent qu'un demi service. La pression sera forte sur les équipes pédagogiques pour assurer le suivi des stagiaires.

D'une manière générale la formation des maîtres sera synonyme de désorganisation dans les collèges et lycées : aux 231 néo recrutés s'ajouteront entre 2 à 3000 étudiants de L3, Master 1 et Master 2 qui devront effectuer des stages d'observation puis en responsabilité. Outre les difficultés d'organisation de ces périodes de stages, cela occasionnera une charge de travail supplémentaire dans un contexte où celle-ci est déjà très lourde.

De plus, le dispositif retenu par le Recteur de Rennes va amplifier le problème du remplacement. Après la suppression de 110 emplois de remplacement au budget académique à la rentrée 2009, la suppression de 118 moyens « stagiaires » dans le budget 2010 entraîne dès à présent le recrutement de plus de 250 contractuels : pour plusieurs disciplines, il n'y a déjà plus ni de TZR disponible ni de candidature de Non-Titulaires. La réforme dite de « masterisation de la formation » nie totalement l'activité de travail que constitue l'acte d'enseigner. Elle attaque de plein fouet le coeur de nos métiers et engendrera des conséquences sur l'ensemble du système éducatif : les étudiants, les stagiaires, les titulaires mais aussi et surtout les élèves !

Le dispositif de formation constitue une régression sans précédent.

Travailler encore plus au collège

La multiplication des dispositifs périphériques (validation du socle, histoire des arts, accompagnement éducatif, l'ASSR, l' AFPS, le B2i, l'évaluation A2 en LV) entraîne un cortège de réunions de concertation pour décider localement de leur mise en œuvre, des critères d'évaluation... et accroît considérablement la charge de travail.

La mise en place à marche forcée du socle commun poursuit plusieurs objectifs

- trier précocement les élèves
- remettre en cause les pratiques pédagogiques et faire de l'enseignant non un concepteur mais un exécutant
- restreindre l'activité des élèves au seul bachotage pour les élèves les plus en difficulté puisque le nombre d'élèves ayant validé le socle commun sera l'un des indicateurs pour évaluer les établissements et pourquoi pas à terme les enseignants.

Enseignements exploratoires et accompagnement personnalisé

Au lycée les choix opérés en seconde au nom de l'autonomie vont faire apparaître des situations d'établissements très variables. Les collègues vont devoir construire des enseignements exploratoires au contenu très flou pour des classes dédoublées ou pas. Ils vont devoir mettre en place une aide personnalisée multiforme, découvrir de nouveaux programmes élaborés dans la précipitation, au contenu idéologique souvent très marqué. Et pour couronner le tout ils devront pallier l'absence de manuels scolaires en seconde. Enfin il y a fort à parier que la réunionite va faire son entrée au lycée.

La voie technologique :

Tout en affichant une rénovation de cette voie de réussite pour nombre d'élèves, Chatel organise l'effacement de sa spécificité au risque d'accélérer son déclin. Son objectif est toujours le même : réduire les moyens et supprimer des postes.

Stress, fatigue, tension

Les collègues sont pris entre leur désir de bien faire leur métier c'est à dire de faire réussir les élèves, de faire du beau et bon travail et l'impossibilité d'atteindre leur objectifs eu égard à la politique ministérielle. S'y ajoutent les difficultés de plus en plus grandes de gestion de classe y compris dans les collèges dits « sans problème » ce qui engendre stress et fatigue.

L'orientation dénaturée

Les Copsy, jusqu'ici ancrés dans l'Education Nationale, verraient leurs missions inscrites au sein du service public d'orientation tout au long de la vie (chômeurs, salariés...). Ils interviendraient sur une plateforme de l'orientation, dématérialisée, à l'image de celle de Pôle emploi. En établissements scolaires, leurs interventions se limiteraient à l'accompagnement des élèves décrocheurs, en situation de handicap et à une expertise auprès des chefs d'établissements. Leurs missions traditionnelles (information sur les filières, les métiers, élaboration du projet de l'élève) « glisseraient » vers les profs principaux et plus globalement vers les enseignants dans le cadre nouveau de l'accompagnement personnalisé au lycée.

Et ce n'est pas fini !

Augmenter les effectifs par classe, supprimer les collèges de moins de 200 élèves, supprimer les heures IDD en collège, faire de la réforme de la classe de première puis de terminale, de la réforme de la voie technologique un gisement d'emplois, recourir aux HS, supprimer les heures de décharges statutaires « optimiser » le remplacement... Voilà le véritable visage des réformes Chatel. Si certains avaient des doutes sur les intentions de Chatel, la découverte des fiches méthodes donnant des pistes aux recteurs pour continuer les suppressions de postes (16000 à l'EN en 2011 en attendant la suite en 2012) montre bien que l'objectif n'est pas la réussite des élèves, mais que ce sont bien le service public d'éducation, nos métiers, nos missions, qui sont dans l'oeil du cyclone.

Ajoutons- y la diminution des salaires des fonctionnaires, la réforme des retraites. Tout cela pour donner des gages aux financiers qui gouvernent ce monde et imposent leur loi à des gouvernements aux ordres.